

VERS UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES

QUELLES PERSPECTIVES QUATRE ANS APRÈS LE DISCOURS DE PRAGUE ?

PAR

MORGANE FARGHEN (*)

APRÈS L'UTOPIE, LE DÉSENCHANTEMENT ;
APRÈS L'ENTHOUSIASME, LA DÉSILLUSION

Près de quatre ans après le « Discours de Prague », l'initiative américaine en faveur de l'élimination des armes nucléaires n'est pas parvenue à s'imposer dans le paysage stratégique, au-delà des seuls textes officiels qu'elle imprime désormais de sa marque (1). Loin d'inverser le cours de l'histoire comme le souhaitaient ses promoteurs, l'initiative n'est parvenue à mobiliser dans la durée que quelques pays, essentiellement non nucléaires. Ni les déclarations de bonne volonté à Washington pour réduire le rôle du nucléaire dans la stratégie de défense nationale, ni la signature du Traité New Start avec la Russie pour réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires, n'auront suffi pour créer une véritable impulsion. Près de quatre ans après le Discours de Prague, loin d'être remis en cause, l'intérêt pour le nucléaire militaire est confirmé : les Etats dotés ont poursuivi leurs programmes de modernisation et les principaux pays proliférants ont poursuivi leurs activités sensibles. Ni meilleur, ni plus stable, le monde voit émerger de nouvelles menaces dans un environnement plus compétitif, où les tensions pour l'accès aux ressources et la résurgence des différends territoriaux continuent d'alimenter la course aux armements stratégiques, et les risques d'escalade en conflits.

Quatre ans après le Discours de Prague, aucun des Etats dotés officiellement, qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Russie ou de la Chine, n'a annoncé un agenda précis devant les conduire à l'élimination complète de leurs arsenaux. En dépit de l'initiative américaine visant à relancer le désarmement nucléaire dans le monde, les

(*) Chercheur invitée à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

(1) Enoncée comme le nouvel objectif vers lequel tendre dans la politique de désarmement nucléaire américaine, lors du discours prononcé par Barack Obama à Prague en avril 2009, la vision d'un monde sans armes nucléaires a notamment été introduite dans la *Nuclear Posture Review* américaine et le Concept stratégique de l'OTAN.

Etats dotés semblent pour la plupart déterminés à maintenir leur arsenal pendant les décennies à venir.

Plus réceptives au second message délivré dans le Discours de Prague qu'au premier (2), la Russie et la Chine ont poursuivi leurs programmes d'armes et de vecteurs : alors que la Russie développe les projets de SNLE (*Yuriy Dolgorukiy*), de missile embarqué (*Boulava*), d'ICBM (*Topol* et *Topol M*), d'un nouveau porte-avions (*Nicolas Kuznetsov*), de nouveaux bombardiers en remplacement des TU-95MS *Bear* (TU-160 *Blackjack* et TU22-M3 *Backfire*), la Chine poursuit un ambitieux programme de modernisation militaire qui bénéficie également à la composante stratégique (projets de missiles balistiques de la famille des DF, dont la version navale – le DF-21-D –, projets de SNLE, d'avion de cinquième génération, à usage probablement dual, acquisition d'un porte-avions, le tout adossé à un programme C4ISR).

Le Traité *New Start* apparaît finalement comme une avancée limitée sur la voie du désarmement – il a été critiqué tant pour ses ambitions limitées que pour son manque de parité et aura mis plus d'un an avant d'être ratifié par le Congrès. A l'absence de prise en compte des armes tactiques, un domaine dans lequel la Russie présente une importante supériorité, s'ajoutent les seuils limités (1 550 armes et 700 vecteurs stratégiques déployés), qui ne sont pas représentatifs de l'ampleur de l'arsenal des Américains, lesquels maintiennent en parallèle quelque 2 750 armes en réserve et quelque 3 000 autres en voie de démantèlement. Même après la mise en œuvre du Traité, à horizon 2017, les arsenaux américains et russes demeureraient de loin les deux premiers au monde. Enfin, confrontés au vieillissement de leurs armes et de leurs vecteurs, les Etats-Unis doivent eux-mêmes poursuivre, en parallèle à leurs efforts de réduction, plusieurs projets : moderniser et étendre la durée de vie des armes (*W-76-1*, *W78*, *W80*, *W88*), fabriquer la *B-61-12* (3), étudier la prochaine génération de SNLE, poursuivre le projet d'avion tactique à capacité nucléaire (le *F-35-JSF*) et construire de nouvelles infrastructures nucléaires.

Plus que les effets limités du traité sur le désarmement entre les deux principaux arsenaux du monde, le fond de la déception des défenseurs du désarmement nucléaire repose sur l'absence d'avancée dans ce qu'ils appelaient de leurs vœux en premier : la ratification du TICE (4) par Washington pour, enfin, relancer la Conférence du désarmement, bloquée depuis la fin des années 1990 – un projet dont la perspective n'est pas plus ouverte. Au-delà de ses effets limités sur la réduction des arsenaux

(2) Dans le Discours de Prague, Barack Obama engageait son pays sur la voie d'un monde sans armes nucléaires : « *Ainsi, aujourd'hui, j'affirme clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires* ». Et, dans le prolongement, il affirmait ce qui était de nature à en refermer toute perspective : « *Ne vous méprenez pas : tant que ces armes existeront, nous conserverons un arsenal sûr et efficace pour dissuader tout adversaire* ».

(3) Une consolidation de la *B-61 3/4/7*.

(4) Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

stratégiques, l'initiative n'a pas relancé la Conférence du désarmement, à l'arrêt depuis la fin des années 1990, et la conférence d'examen du TNP en 2010 n'a pas abouti à des résultats beaucoup plus tangibles. Le TICE a toujours autant de mal à recueillir signatures et ratifications nécessaires à son entrée en vigueur (5), tandis que le projet de traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires (*cut-off*) se heurte au refus du Pakistan (6) et de la Chine. Enfin, le projet de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient n'a pas progressé, en dépit de la déclaration de principe lors de la conférence d'examen du TNP de 2010.

En parallèle, les crises de proliférations iranienne et nord-coréenne se sont aggravées et, dans le même temps, sont apparus de nouveaux candidats au nucléaire. Les dernières avancées du programme d'enrichissement en Iran et, plus encore, la confirmation d'une possible dimension militaire par l'AIEA en novembre 2011 ont placé la rhétorique de Téhéran face à ses contradictions et démontré les effets limités des sanctions internationales, obligeant les principales chancelleries à renforcer leurs sanctions et, pour certains acteurs, à explorer des voies alternatives reposant sur des opérations clandestines plus agressives. Loin de faire plier Téhéran, le passage à la « guerre de l'ombre » a conduit à une radicalisation de la crise, l'Iran s'étant réfugié dans une surenchère conforme à sa traditionnelle stratégie asymétrique. La menace iranienne de fermeture du détroit d'Ormuz, considérée comme une ligne rouge par Washington, a porté la crise à un nouveau seuil. En dépit des efforts pour relancer le processus de négociation avec Téhéran au printemps, les deux derniers rapports publiés par l'AIEA en août et novembre derniers révèlent que Téhéran a poursuivi ses activités sensibles. Alors que l'Iran, conforté dans son bras de fer avec l'Occident, n'a pas plus de raisons de renoncer à ses activités critiques, ni Israël ni les Etats-Unis ne semblent exclure l'éventualité d'un recours à la force.

En parallèle, la Corée du Nord, loin de mettre un terme à ses activités proliférantes, a confirmé la poursuite de ses programmes sensibles après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, en effectuant deux essais de la fusée nord-coréenne *Unha-3* censée emporter un satellite d'observation terrestre, le 12 avril 2012, et, plus récemment, le 12 décembre, alors que, depuis mai, des indices font redouter un possible nouvel essai nucléaire. La confirmation de poursuite de la prolifération en Iran et en Corée du Nord est d'autant plus sensible qu'elle augmente le risque de prolifération secondaire. Créant un traumatisme dans les états-majors sud-coréens, les deux attaques nord-coréennes contre le Cheonan et l'île de Yonpyong, en 2010, sur fond de transition du pouvoir, ont relancé le débat sur la dissuasion

(5) L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord n'ont pas signé le Traité, tandis que les Etats-Unis, la Chine, l'Egypte, Israël et l'Iran doivent le ratifier – l'Indonésie est le seul pays à l'avoir ratifié au cours des dernières années.

(6) Un blocage permettant aux Etats-Unis comme aux autres P5 de ne pas porter la responsabilité de la paralysie actuelle en matière de désarmement, en particulier dans l'enceinte genevoise.

en Corée du Sud : pour un certain nombre de chercheurs, un programme nucléaire offrirait une alternative pour pallier à l'insuffisance des réponses conjointes américano-sud-coréennes, face à la menace conventionnelle nord-coréenne. A l'identique, le renouveau de l'intérêt pour la dissuasion nucléaire au Japon, en dépit de la vague anti-nucléaire après l'accident de Fukushima en mars 2011, a été confirmé par le nouveau premier ministre, Shinzo Abe. Au Moyen-Orient, la perspective d'un Iran nucléaire oblige à la plus grande vigilance sur l'évolution des politiques de défense dans la région, en Egypte et en Arabie Saoudite notamment.

DES BLOCAGES A L'ENLISEMENT :
RETOUR SUR LES DIFFICULTÉS ANNONCÉES

Sans avoir réuni les conditions préalables, l'initiative américaine pour promouvoir le désarmement avait peu de chances de s'imposer dans le paysage stratégique, ne pouvant qu'être rattrapée par les réalités stratégiques et ses vices de forme. A la persistance des contentieux territoriaux en Asie du Sud (problème du Cachemire notamment) et en Asie du Nord-Est (différend sur Taiwan, les Senkaku, les Paracels et les Spratleys, entre la Chine et ses voisins), s'ajoutaient ceux, au Moyen-Orient, entre Israël et ses voisins. L'attractivité persistante du nucléaire militaire dans le monde en dépit de la fin de la Guerre froide et la tendance à la prolifération étaient elles aussi contraires. Objet de chantage diplomatique (en Corée du Nord), le nucléaire est tantôt perçu comme un instrument de prestige (en Inde), un attribut de puissance (en Russie) ou un moyen de compenser une infériorité conventionnelle (en Chine et au Pakistan). En parallèle, la tendance à la prolifération des technologies liées aux armes de destruction massive depuis le début des années 1990 se confirmait, allant en s'accroissant – après l'accès du Pakistan et de l'Inde au cercle fermé des pays nucléaires sans adhésion au TNP, les cas de prolifération nucléaire se sont multipliés, en Iraq, en Libye, en Syrie, en Iran et en Corée du Nord, et des soupçons ont pesé sur la Birmanie. Devant les difficultés de la communauté internationale à venir à bout des crises de prolifération les plus dures, en Iran notamment, l'heure était plus à la lutte contre la prolifération qu'au désarmement nucléaire et, dans ce contexte, l'inflexion de la politique de désarmement américaine revenait à adresser un mauvais message au mauvais moment.

Autre traduction concrète de l'absence de mobilisation dans le monde sur la voie du désarmement nucléaire généralisé, la poursuite, envers et contre toute logique, de désarmement et de transparence des programmes d'armements stratégiques en Chine. Pour se remettre dans le contexte de l'époque et dans l'état d'esprit des autorités chinoises au moment où Washington espère relancer le désarmement, l'arrivée du président Obama à la Maison-Blanche a été accueillie à Pékin non par une déclaration officielle sur la quantité de matière fissile détenue en Chine pour saluer l'initiative,

mais par un tir ASAT (7) (en janvier 2010). A contre-courant des autres Etats dotés, qui réduisent leurs arsenaux nucléaires depuis deux décennies, la Chine continue à augmenter la taille du sien et à entretenir une savante opacité autour de ses programmes stratégiques, à un rythme et en fonction d'investissements qui suscitent un scepticisme et des inquiétudes croissantes – l'arsenal stratégique chinois est le moins connu de tous les Etats officiellement dotés et les investissements, en hausse constante depuis plus de deux décennies, bénéficient à l'ensemble des composantes. Le maintien de la « stabilité stratégique » avec ce pays – un objectif que s'est fixé l'administration Obama, moins pour réduire les arsenaux que pour donner de la substance à un dialogue stratégique insuffisant (8) – a à peine conduit à un geste de courtoisie de la part de Pékin, qui a consenti à définir une terminologie nucléaire commune. Toute perspective d'améliorer la compréhension sur la politique nucléaire chinoise et ses objectifs et de mettre sur pied des règles communes pour éviter une escalade entre ces deux Etats nucléaires, dans l'hypothèse d'un conflit, semble désormais éloignée.

Entraînée dans une course aux armements avec la Chine, qui se joue non plus à l'échelle régionale, mais globale, Delhi poursuit des programmes à cette dimension, tel le missile *AGNI V* (9), entraînant dans son sillage le Pakistan, lequel continue de percevoir le nucléaire comme le seul moyen de compenser son infériorité conventionnelle. Les activités de recherche nucléaire dans ces deux pays sont des thèmes de préoccupation. Ces deux Etats dotés *de facto* poursuivent eux aussi le développement de leurs capacités nucléaires dans le cadre de programmes opaques, échappant à toute logique de désarmement et de réduction budgétaire.

Aussi louable était-elle, la nouvelle approche d'ensemble, consistant à appréhender le désarmement nucléaire à l'aune de la non-prolifération dans le cadre d'une politique extérieure visant à relancer la relation avec la Russie (la *Reset Policy*), n'en demeurait pas moins ambitieuse : non qu'elle sous-estimait les difficultés qui se profilaient sur la voie du désarmement ultime et de la non-prolifération – le président Obama admettait lui-même, dans son Discours à Prague, que le chemin serait long et difficile–, mais parce qu'elle occultait la nature même des relations stratégiques avec la Russie. Mue par des intérêts contradictoires, la Russie continue de percevoir les Etats-Unis comme son principal rival stratégique et poursuit en priorité l'objectif de réduire la présence militaire américaine à ses frontières.

Suscitant le scepticisme plus que l'adhésion parmi les pays alliés des Etats-Unis, l'initiative n'a pas vraiment convaincu, ni en Europe, ni en Israël, ni en Asie. Pierre Sellal, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et européennes, porte la voix de la France, le 2 février 2010,

(7) Armes antisatellites.

(8) A l'inverse de la relation avec la Russie, où chacun connaît les attentes et limites de l'autre, la relation sino-américaine n'hérite d'aucun legs substantiel comme avec la Russie – il n'y a pas de *Traité Start*, *Sort ou New Start*.

(9) Un missile d'une portée de 5 000 km.

à l'occasion de la conférence « Global Zero » : « *L'élimination des armes nucléaires ne sera pas décidée pour donner corps à des concepts, quelque généreux, ambitieux et pertinents qu'ils puissent être ; elle le fera lorsque les conditions politiques et de sécurité le permettront* ». Pour la France, qui accorde la priorité au dossier nucléaire iranien, l'heure n'est pas au désarmement, mais à la lutte contre la prolifération. En Israël, où l'emploi ou la menace de l'emploi de la force est perçu comme le moyen le plus efficace pour lutter contre la prolifération, l'initiative américaine en faveur du désarmement ultime a été jugée irréaliste. Dans les pays d'Europe centrale et orientale en général, une appréhension se répand : l'inflexion de la politique nucléaire américaine ne risque-t-elle pas d'affaiblir la dissuasion élargie ? En Pologne et en République tchèque, deux pays qui venaient de s'engager auprès des Etats-Unis à héberger une composante de la défense antimissiles, respectivement des intercepteurs et un radar d'alerte avancée, le Discours de Prague annonçait le mauvais présage d'un abandon pur et simple des projets – une appréhension prophétique que viendra asseoir le projet de « *phased adaptive approach* » dans la *Ballistic and Missile Defense Review*, annonçant un projet révisé de la défense antimissiles, confirmé par la dénonciation des accords. En Asie, la montée en puissance politique, économique et militaire de la Chine et l'affirmation de sa puissance sur ses contentieux territoriaux surajoutaient alors à la menace balistique et nucléaire nord-coréenne, créant de nouvelles tensions et continuant d'alimenter la course aux armements stratégiques régionale, ce qui justifiait une constante hausse des budgets de la défense. Dans le contexte de fortes contraintes budgétaires qui prévalait, le Japon et la Corée du Sud se demandaient quelles conséquences auraient les réorientations de la politique nucléaire américaine et quelles seraient leurs implications financières.

Adossée au projet de Traité New Start, qui était annoncé comme le principal cadre de l'effort de réduction concret des Américains et des Russes, l'initiative dépendait aussi, pour être crédible, de la mise en œuvre rapide de cet accord. Une perspective vite refermée par l'obstruction des Républicains au Congrès pour ratifier le Traité : après sept mois de délibération sur le Traité New Start, dont 18 auditions et approximativement 1 000 réponses écrites aux questions, objections et inquiétudes exprimées par les sénateurs, le Traité a finalement été approuvé après un vote dépassant largement les clivages politiques – 71 contre 26, les Républicains, guidés par le sénateur John Kyl ayant conditionné leur soutien à l'obtention de fonds pour assurer la maintenance et la modernisation du complexe nucléaire militaire américain (10). S'en sont suivis une opposition de principe de la Russie sur toutes les questions stratégiques et un chantage

(10) Ces conditions étaient codifiées dans la section 1 251 de la FY2010, « *Defense appropriation bill* », définie (*draft*) par le sénateur Kyl. La section 1 251 requérait un « *programme substantiel pour 1) maintenir les plates-formes "delivery platforms" et 2) maintenir un "safe, secure and reliable US nuclear weapons stockpile" et 3) moderniser le complexe nucléaire militaire américain* ».

diplomatique systématique sur la question de la défense antimissiles : même redimensionné, le projet restait inacceptable pour la Russie et ni les concessions américaines dans le cadre du Traité New Start, un traité pourtant inégal, ni l'abandon des projets en Pologne et en République tchèque ne suffirent à apaiser la relation.

LES NOUVEAUX DILEMMES DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Au-delà de la faible mobilisation internationale derrière l'initiative américaine en faveur du désarmement ultime, des réductions limitées du New Start et de l'aggravation de la prolifération, c'est l'approche d'ensemble qui est remise en question. Malgré les messages de bonne volonté délivrés dans le cadre de la « *Reset policy* » et la définition de « nouveaux concepts stratégiques » pour l'OTAN et en dépit des concessions faites à la Russie dans le cadre du New Start, l'administration américaine s'est heurtée à un blocage russe sur la défense antimissiles – un blocage qu'à Washington on ne s'explique pas, en raison des concessions faites, vu que le Traité demandait peu d'efforts de réductions à la Russie, celle-là remplissant déjà presque les objectifs de l'accord avant même de l'avoir signé et que, pour la première fois, un lien formel entre armement offensif et défensif était introduit dans le texte, confortant l'amalgame entre désarmement nucléaire et défense antimissiles, sans compter que les armes nucléaires tactiques, domaine où la Russie présente une grande supériorité, n'étaient pas prises en compte. En contrepartie, Washington n'a pas obtenu la pleine et entière coopération de la part de Moscou sur le dossier nucléaire iranien : si la Russie a voté la résolution 1929 du Conseil de sécurité, des mesures complémentaires ont dû être adoptées à Washington, Paris et Londres pour renforcer les sanctions, jugées insuffisantes ; et, plus grave, la politique déclaratoire de la Russie reste insuffisante. Hissé en étendard de la politique de désarmement américaine en 2010, l'objectif « Global Zero » est en berne à partir de 2011 : ce n'est plus le centre de gravité dans les débats stratégiques, son évocation est presque évitée et, en mai 2012 la *NATO Defense and Deterrence Posture Review* ne reprend pas l'initiative à son compte.

Près de quatre ans après le Discours de Prague, la politique de désarmement américaine, qui s'épuise dans les blocages avec la Russie et dans les réticences des Républicains, se voit désavouée par la demande d'un renforcement de la dissuasion élargie par les alliés et, peut-être plus encore, l'évolution sécuritaire internationale. Le rôle d'impulsion de ses promoteurs a été surestimé, tout comme leur capacité à mobiliser sur la scène internationale et à entraîner les Républicains sur le plan intérieur. L'approche d'ensemble a montré les limites de la politique d'ouverture avec la Russie et les difficultés à ouvrir un dialogue de fond avec la Chine ont révélé que le temps n'est pas plus venu pour un dialogue stratégique avec Pékin, qu'il ne le sera probablement pas avant longtemps, même à un niveau

analogue à celui entretenu avec la Chine et la Russie (11). Finalement, ces deux pays ont plus lu dans l'initiative américaine une marque de faiblesse. Et, si l'équipe entourant le président Obama s'est efforcée de minimiser le bilan de sa politique de désarmement pendant la campagne électorale, faisant valoir que le « Global Zero » est plus une vision qu'un programme, le thème du désarmement ultime, sans être remis en cause, a presque disparu des discours officiels, une inflexion qui reflète la prise de conscience des réalités stratégiques plus dures de notre époque et des difficultés qui en découlent.

Alors que les défis sécuritaires n'ont jamais été aussi variés et complexes depuis la fin de la Guerre froide, les contraintes sont plus pesantes que jamais, imposant des choix difficiles. D'abord sur le plan budgétaire : la crise financière et économique que traversent les Etats-Unis et qui s'est transformée en crise de la dette en Europe réduit considérablement la marge de décision des responsables politiques – le débat en fin d'année sur la « séquestration » aux Etats-Unis en est l'expression la plus symptomatique. Dans un contexte de réduction des arsenaux avec la Russie, la modernisation de l'appareil de dissuasion ajoutera à la difficulté des décisions à prendre : entre les différentes composantes des forces armées, entre différentes menaces nucléaire, ASAT, cyber et balistiques, les Américains devront faire des choix cruciaux (entre le durcissement du C2, le développement de contre-mesures aux armes anti-espace ou cyber). En termes de dissuasion, l'agression nord-coréenne en 2010 ou encore les nombreuses affaires cyber imposent dans le même temps de redéfinir de nouveaux concepts – le débat sur la Cross Domain Deterrence est l'un d'entre eux, mais il n'est pas l'unique. Enfin, l'évaluation des vulnérabilités de demain pour assurer le dimensionnement adéquat des forces futures est plus difficile, impliquant des exigences de veille inédites.

Officiellement, la formule « Global Zero » n'est pas remise en question, les programmes de modernisation n'ont pas été arrêtés et, en théorie, aucune option n'est écartée. Le Président peut donc tout autant profiter du second mandat pour aller plus loin dans le désarmement et, ce faisant, nier plus encore les réalités stratégiques et aggraver les contradictions dans lesquelles le projet s'est déjà enlisé, tout en prenant le risque de diluer davantage les alliances ; ou, au contraire, tirer les leçons de l'expérience du premier mandat et revenir à une position plus réaliste, définie autour d'objectifs plus modestes mais pragmatiques, tenant compte de l'évolution du contexte sécuritaire et des rivalités stratégiques, tout en renforçant la dissuasion élargie avec les alliés, en particulier la Corée du Sud et le Japon. Enfin, l'administration peut revenir sur l'initiative, ce qui est, des trois, l'hypothèse la moins probable. Si le thème « Global Zero » n'est plus cité avec emphase, l'administration Obama ne semble pas prête à le renier. Et, en théorie, le

(11) La *Nuclear Posture Review* proposait de maintenir la stabilité stratégique avec la Russie et avec la Chine.

programme de désarmement américain à l'ouverture du second mandat du président Obama demeure ambitieux, l'administration ne fermant aucune option : le projet de ratifier le TICE reste à l'agenda de la politique de désarmement, même si les responsables américains ne semblent guère plus pressés que par le passé de soumettre ce projet au Congrès. Ensuite, de nouvelles réductions ne sont pas exclues et les négociations sur les armes nucléaires tactiques, non couvertes par le Traité New Start, seront peut-être relancées.

Si l'administration est réticente à réviser son approche d'ensemble en matière de désarmement, le vote du *National Defense Authorization Act 2013*, en décembre dernier, annonçant le renforcement du contrôle du Congrès sur les activités nucléaires de l'administration devrait l'y contraindre. Disposant d'une marge de manœuvre réduite jusqu'aux élections de mi-mandat, l'administration est donc conduite, sous les pressions intérieures des Républicains, à une inflexion de sa politique de désarmement. La nomination d'un Secrétaire à la Défense républicain, en parallèle au maintien à des postes-clefs de défenseurs convaincus du mouvement « Global Zero », semble dessiner les contours d'un prochain ajustement de la politique de désarmement américaine. Au premier mandat, marqué par l'enthousiasme et l'espoir, devrait succéder une approche plus équilibrée, qui s'annonce moins conciliante à l'égard de la Russie, mais aussi plus réaliste. Cette nouvelle conjoncture porte, elle, une bonne nouvelle, celle d'ouvrir en perspective un effort plus soutenu en matière de lutte contre la prolifération, qui devrait replacer les dossiers iranien et nord-coréen au cœur des préoccupations. La nouvelle moins amène est que, pour l'instant, aucune piste sérieuse n'est annoncée pour résoudre les conflits territoriaux, alors que l'apaisement des conflits ou la réalisation de la paix dans des régions aussi instables que le Moyen-Orient, l'Asie du Nord-Est ou du Sud sont la condition initiale à un désarmement nucléaire et à une adoption générale des principes de la non-prolifération. L'autre mauvaise nouvelle est que, sans la coopération plus active de la Russie et de la Chine, ni la revitalisation du régime de non-prolifération, ni la résolution des crises de prolifération ne seront possibles, ce qui implique que Washington rehausse ses exigences envers ces deux pays. La *Quadriennial Defense Review*, annoncée dans les prochains mois, devrait être éclairante et nous aider à clarifier les intentions américaines sur chacun de ces points.

